

BILAN DES COMITES D'HYGIENE, DE SECURITE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL MINISTERIEL POUR LES ANNEES 2011-2012-2013-2014

Ce document est établi à partir de l'ordre du jour de chacune des séances de CHSM et CHSCTM qui se sont déroulées au cours du précédent mandat (dernier CHS 2010 inclus car non intégré au précédent bilan). Sont donc considérées les séances qui se sont déroulées entre l'arrêté du 18 décembre 2009 modifié par l'arrêté du 8 décembre 2011 et l'arrêté du 22 juillet 2014 instituant les CHSCT au ministère de la culture et de la communication, soit 19 séances au total (odj des séances en annexe). Les principaux points présentés lors des trois séances de CHSCTM 2015 seront intégrés à la synthèse.

Ce bilan couvre cinq années (fin 2010 à début 2015), au cours desquelles les CHS ont connu une évolution importante : la transformation des CHSC en CHSCT (décret 82-453 modifié par le décret 2011-774 du 28 juin 2011 relatif à l'hygiène, la sécurité et la prévention médicale dans la fonction publique et circulaire d'application du 8 août 2011 relative à l'application des dispositions du décret 82-453 du 28 mai 1982 modifié à l'hygiène, la sécurité et la prévention médicale dans la FP et récemment, circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique).

La signature de l'accord du 20 novembre 2009 a consacré le champ de la santé au travail comme un sujet de dialogue social et la parution du décret 2011-774 du 28 juin 2011 a élargi considérablement le champ d'action du CHSCT.

Ainsi, depuis 2011, la santé et la sécurité au travail prend une place de plus en plus importante au sein des politiques relevant des ressources humaines. Le dialogue social s'est enrichi, la diversité des sujets a conduit l'administration à tenir de plus en plus de séances de CHSCT ministériel. Le ministère a donc tenu trois séances de CHSM en 2011 (obligation réglementaire deux) et cinq CHSCTM par an depuis 2012 (obligation réglementaire : trois).

Un élan supplémentaire a été donné à la prévention au ministère, avec le lancement des chantiers relatifs à la santé et à la sécurité au travail et aux conditions de travail par la ministre de la culture Aurélie Fillipetti le 4 octobre 2012 en séance du CHSCT ministériel.

Cet élan a été conforté par l'intervention de la ministre de la culture, Fleur Pellerin le 19 novembre 2014 en séance de CHSCT ministériel. En effet, elle a souhaité que l'accent soit désormais mis sur le développement de la prévention primaire en lançant, notamment, une réflexion relative à la création d'une structure dédiée à la prévention des risques au niveau ministériel.

Il faut citer également le travail important du groupe de prévention du risque psychosocial mis en place au ministère suite à la validation du CHS ministériel le 12 janvier 2010. Ce groupe

pluridisciplinaire s'est réuni chaque mois avec les objectifs suivants :

- ne plus laisser de situations en souffrance,
- identifier les situations,
- proposer des solutions et accompagner la mise en place des préconisations,
- analyser les processus internes d'alerte et de résolution, pour les développer et les améliorer, une fois le diagnostic posé par le médecin de prévention,
- être force de propositions, dans le cadre de la prévention primaire, par la connaissance de l'activité des membres du groupe, leurs métiers respectifs, afin de préserver la santé des agents.

Pour mener à bien les travaux du groupe, les membres se sont formés et ont souhaité que l'ensemble des formations soient élargies aux membres du CHSCTM, aux ISST, aux agents du SRH, et proposées à l'ensemble des médecins de prévention d'Île-de-France.

- 2010 : « agir sur le RPS » animée par Marina Pietri, psychologue du travail,
- 2012 : « Pour en finir avec le risque psycho social », animée par Yves Clot, psychologue du travail, titulaire de la chaire de psychologie du travail au CNAM.
- 2013 : « Pouvoir, subjectivité et autorité dans le nouveau contexte du travail » animée par Eric Hamraoui, maître de conférences en philosophie au CNAM.
- 2014 : « Évaluation du travail à l'épreuve du réel » animée par Christophe Dejours, psychanalyste, psychiatre et membre enseignant-chercheur permanent au CNAM.

Ces formations ont permis également, de travailler sur de nombreux sujets intimement liés dans le cadre de groupes de travail issus du CHSCT ministériel :

- charte courriels ;
- procédure d'alerte relative aux tentatives de suicide et aux suicides ;
- enquête paritaire des CHSCT suite à une tentative de suicide ou un suicide ;
- prévention de l'inaptitude ;
- fonctionnement des commissions de réforme ;
- prévention du RPS dans le cadre des procédures disciplinaires ;
- responsabilité des chefs de service ;
- prévention de la pénibilité ;
- prévention des addictions (contact avec le professeur Michel Reynaud addictologue en vue d'une formation élargie en 2015).

De plus, deux groupes de travail, menés avec le bureau du dialogue social et de l'expertise statutaire ont permis de clarifier les compétences du CT et du CHSCT (circulaire MCC du 26 décembre 2013), d'une part et les moyens attribués aux membres du CHSCT (circulaire du 26 février 2013 relative aux moyens alloués au secrétaire et aux représentants du personnel). De nouvelles négociations sur le sujet sont en cours depuis la parution de l'arrêté du 27 octobre 2014. Elles devraient aboutir dans les prochains jours.

Un autre sujet complexe : la politique immobilière ministérielle fait l'objet d'un travail en pluridisciplinarité (bureau de la politique immobilière, département de l'action territoriale, bureau de l'action sociale et de la prévention, médecine de prévention, ISST et représentants du personnel). L'objectif est de rédiger un vade-mecum permettant de clarifier l'action de l'État, d'appréhender les réformes engagées et de préciser l'action du MCC dans ce cadre. Le vade-mecum développera les outils mis à disposition pour atteindre les objectifs énoncés dans la circulaire du 16 janvier 2009 : "*assurer aux agents de l'État un cadre de travail de qualité et fonctionnel ; faire bénéficier les usagers de bonnes conditions d'accueil ; utiliser le patrimoine public dans des conditions qui garantissent la performance immobilière et la préservation de sa valeur.*"

L'élargissement du champ d'action du CHSCT a conduit le CHSCTM à travailler sur les

technologies de l'information et de la communication et leurs incidences sur les conditions de travail. Ainsi le schéma directeur des systèmes d'information a été présenté aux membres du CHSCTM et plusieurs thématiques relevant du domaine des TIC ont été examinées dans le cadre de groupes de travail et ont fait l'objet d'un point inscrit à l'ordre du jour du CHSCTM : Chorus (examen du rapport de l'IGAC le 29 juin 2012) Chorus DT, Architel, Mobilité, ARP.

Le programme national de prévention des risques professionnels fait également l'objet d'une ou deux séances de travail annuelles avec les représentants du personnel, les ISST, les médecins de prévention et le SRH.

Enfin, le CHSCTM travaille également avec le département RMF, sur les formations HSCT. Plusieurs séances de travail se sont déroulées sur les sujets suivants : prévention des RPS, TIC, amiante, formation des membres de CHSCT.

D'autres sujets ont fait l'objet d'un travail régulier et d'un suivi en CHSCTM :

1. Animation du réseau des agents de prévention

Chaque année le réseau des agents de prévention a été convié à une journée de rencontre thématique et/ou interrégionale :

- 2010 : 1 réunion réseau DGP à Paris
- 2011 : 1 réunion réseau « grand sud-est » à la DRAC Rhône-Alpes
- 2012 : 1 réunion réseau « grand ouest » à la DRAC Aquitaine
- 2013 : 2 réunions réseaux « Île-de-France » et « grand nord-est » à Paris
- 2014 : 1 réunion réseau « grand sud-est » à la DRAC Rhône-Alpes programmée et annulée en raison du nombre trop faible de participants (charge de travail des participants, réforme territoriale...).

La circulaire ministérielle du 9 juillet 2008 a été mise à jour suite à la parution du décret 2011-774 du 28 juin 2011 modifiant le décret 82-453 et la cartographie du réseau des agents de prévention modifiée en prenant en compte les deux niveaux, la quotité de travail dédiée à la mission. Une synthèse a été présentée au CHSCTM.

La rubrique SST créée sur Sémaphore est alimentée et tenue à jour régulièrement de façon conjointe par les ISST, le BASP et la MCI. Cette rubrique initialement conçue pour les agents de prévention est utilisée très régulièrement par l'ensemble du réseau des ressources humaines.

2. Médecine de prévention dans les services déconcentrés

En raison de la pénurie des médecins de prévention sur l'ensemble du territoire, le suivi médical des agents s'avère de plus en plus difficile à assurer et coûte de plus en plus cher. Ainsi la convention entre le MCC et le MINEFE signée le 1^{er} juin 2003 et renouvelée régulièrement pour les services déconcentrés ne couvre plus aujourd'hui la totalité des services. Aussi, l'administration s'efforce-t-elle, lorsque cela est possible de passer convention avec des services inter entreprises ou d'autres administrations (cf cartographie présentée le 14 avril et mise à jour jointe)

3. Prévention des risques psycho sociaux

En complément de la réflexion menée dans le cadre du groupe de prévention du RPS et des

différents autres groupes de travail, le CHSCTM suit l'évolution des résultats des enquêtes relatives aux tentatives de suicides et aux suicides sur le lieu du travail et aux licenciements pour inaptitude à tous postes.

Le CHSCTM s'est également intéressée à l'impact de la RGPP sur les conditions de travail avec l'examen du rapport de l'IGAC en séance du 5 avril 2013.

À la demande des représentants du personnel la situation de plusieurs établissements ou services ont été examinées et suivies en CHSCTM : CMN, établissement public du musée d'Orsay et de l'Orangerie, musée Guimet, établissement public du musée national Picasso, MUCEM, Centre national d'art et de culture Georges Pompidou, Atelier de savonnerie du Mobilier national à Lodève.

4. Bilans et rapports divers relatifs à la santé et sécurité au travail

- Le bilan de la santé de la sécurité et des conditions de travail présenté chaque année fait état :

- des effectifs (T2) en personnes physiques et en ETP déclinés par structure, par corps et par catégorie ;
- du résultat de l'enquête relative aux accidents du travail et aux maladies professionnelles élaborées suite au rapport de l'IGAC sur le sujet présenté en CHSCTM le 26 novembre 2010 ;
- des éléments recueillis dans l'enquête DGAFP relative au bilan de l'application du décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié : nombre de réunions de CHSCT par structure, du nombre et du coût des expertises agréées demandées, du nombre de signalement de dangers graves et imminents, du nombre de rapport d'ISST et de médecin de prévention étudiés par les CHSCT, du nombre d'enquêtes réalisées par les CHSCT, du nombre de programmes annuels de prévention des risques professionnels et des conditions de travail présentés en CHSCT...
- de la cartographie des agents de prévention ;
- de la cartographie des médecins de prévention ;
- des groupes de travail en marge du CHSCTM....

- Le bilan de l'inspection santé et sécurité au travail présente chaque année:

- la réalisation du programme de travail annuel des ISST (activité de contrôle et de conseil)
- l'animation du réseau
- les priorités des politiques de prévention

Le bilan 2013 présentait en plus l'évaluation des DUERP ainsi que la gestion de la coactivité dans les services du ministère.

- Le bilan national d'activité du service de médecine de prévention et le bilan des RPS

- Le rapport de l'IGAC relatif au suivi des accidents du travail et maladies professionnelles dans les services du ministère de la culture et de la communication a été présenté aux membres du CHSCTM le 26 novembre 2010 et a fait évoluer l'enquête annuelle consacrée au sujet.

- Le rapport de l'IGAC relatif à l'état des lieux des politiques de prévention des risques professionnels, de protection de la santé et d'amélioration des conditions de travail et du fonctionnement des instances qui y contribuent a été présenté aux membres du CHSCTM le

5 avril 2013.

- La mission SST a présenté aux membres du CHSCTM un guide pratique de consultation des instances pour les projets immobiliers, le 3 février 2012 et une fiche relative à la méthodologie des visites de CHSCT, le 10 décembre 2013

5. Handicap

Chaque année un point est présenté au CHSCTM sur la politique de recrutement des personnes en situation de handicap. Il recouvre :

- le taux d'emploi des personnes en situation de handicap au ministère ;
- les recrutements par types de structures et par catégories ;
- le bilan des titularisations ;
- les aménagements de postes ;
- le bilan des commandes aux entreprises adaptées et des ESAT.

6. Pénibilité

les résultats relatifs au recensement des facteurs de pénibilité au ministère de la culture et de la communication ont été présentés aux membres du CHSCTM le 10 juillet 2014.

Trois nouvelles séances du CHSCT ministériel se sont tenues depuis le début de l'année 2015. La déclinaison ministérielle de l'accord cadre relatif à la prévention du RPS a été validé par les membres du CHSCTM le 17 mars. Le CHSCTM a également engagé un travail sur l'impact sur les conditions de travail de la réforme des logements de fonction (définition des astreintes, mise en place de commissions d'attribution).

Le CHSCTM du 30 juin devrait valider les documents élaborés en groupes de travail relatifs à la politique immobilière ministérielle et la prévention de l'inaptitude.

Le rapport final relatif à la mission de réflexion en vue de mettre en place une structure nationale de prévention des risques professionnels et de pilotage de la politique du ministère en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail annoncée par la ministre Fleur Pellerin au cours du CHSCTM du 19 novembre 2014 sera présenté aux membres du CHSCTM le 30 juin 2015.

ORDRE DU JOUR DES DIFFERENTES SEANCES DE CHSCT PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

Séance du 26 novembre 2010 :

- Point 1 : règlement intérieur du CHSM ;
- Point 2 : procès-verbal des séances du 12 janvier 2010 et du 15 février 2010 ;
- Point 3 : grille de suivi des travaux de la séance du 12 janvier 2010 et synthèse des travaux de la mandature précédente ;
- Point 4 : bilan ministériel concernant l'amiante ;
- Point 5 : recensement des personnes handicapées et présentation du plan pluri-annuel 2010-2013 ;
- Point 6 : rapport de Xavier Roy relatif aux accidents du travail ;
- Point 7 : statistiques relatives aux accidents du travail et aux maladies professionnelles pour l'année 2009 ;
- Point 8 : programme national de prévention des risques professionnels pour l'année 2011 ;
- Point 9 : rapport d'activité de l'inspection d'hygiène et de sécurité pour l'année 2009 ;
- Point 10 : présentation et analyse des suites données par la direction du CMN et par la direction du musée d'Orsay et de l'Orangerie dans le traitement de la souffrance au travail ;
- Point 11 : organisation de la médecine de prévention et bilan des risques psycho sociaux au MCC ;
- Point 12 : bilan national d'activité 2009 du service de médecine de prévention ;
- Point 13 : questions diverses :

Séance du 26 mai 2011 :

- Point 1 : procès-verbal de la séance du 26 novembre 2010 ;
- Point 2 : grille de suivi des travaux de la séance du 26 novembre 2010 ;
- Point 3 : information sur l'organisation de la médecine de prévention et de l'inspection d'hygiène et de sécurité ;
- Point 4 : projet de formation à la prévention des risques psychosociaux ;
- Point 5 : rapport d'activité de l'inspection d'hygiène et de sécurité pour l'année 2010 ;
- Point 6 : jurisprudences récentes relatives à l'interdiction de fumer dans les lieux publics ;
- Point 7 : questions diverses : financement des formations obligatoires membres CHSCT ; souffrance au travail au CMN

Séance du 7 octobre 2011 :

- Point 1 : procès-verbal de la séance du 26 mai 2011 ;
- Point 2 : grille de suivi des travaux de la séance du 26 mai 2011 ;
- Point 3 : transformation des CHS en CHSCT : principaux changements ;
- Point 4 : souffrance au travail au musée d'Orsay ;
- Point 5 : bilan national d'activité 2010 du service de médecine de prévention ;
- Point 6 : bilan des risques psychosociaux au MCC et présentation de la formation de janvier 2012 ;
- Point 7 : bilan du séminaire SST du 5 juillet 2011 et présentation de la journée interrégionale ACOO organisée à Lyon ;
- Point 8 : projet de charte e-mails ;
- Point 9 : présentation des conclusions et préconisations du rapport réalisé par l'inspection générale de l'administration du ministère de la culture (IGAC) sur la souffrance au travail au centre des monuments nationaux (CMN).
- Point 10 : questions diverses : inspection Chorus impact au niveau des DRAC.

Séance du 13 décembre 2011 :

- Point 1 : procès-verbal de la séance du 7 octobre 2011 ;
- Point 2 : règlement intérieur ;
- Point 3 : grille de suivi des travaux de la séance du 7 octobre 2011 ;
- Point 4 : bilan ministériel concernant l'amiante ;
- Point 5 : recensement des personnes handicapées ;
- Point 6 : bilan des CHS pour l'année 2010 ;
- Point 7 : projet de charte e-mails ;
- Point 8 : programme national de prévention des risques professionnels pour l'année 2012 ;
- Point 9 : questions diverses.

Séance du 3 février 2012

- Point 1 : procès-verbal de la séance du 13 décembre 2011 ;
- Point 2 : grille de suivi des travaux de la séance du 13 décembre 2011 ;
- Point 3 : programme national de prévention des risques professionnels pour l'année 2012 ;
- Point 4 : communication de la décision de l'administration du musée d'Orsay refusant de faire appel à un expert agréé au titre de l'article 55 (suite aux délibérations du CHSCT du musée d'Orsay du 22/12/11)
- Point 5 : statistiques relatives aux accidents du travail et aux maladies professionnelles pour l'année 2010 ;
- Point 6 : guide pratique de consultation des instances pour les projets de travaux immobiliers ;
- Point 7 : questions diverses : consultation des dossiers médicaux

Séance du 4 mai 2012

- Point 1 : procès-verbal de la séance du 3 février 2012 ;
- Point 2 : grille de suivi des travaux de la séance du 3 février 2012 ;
- Point 3 : présentation du rapport de Xavier Roy relatif à la mise en œuvre du plan d'action du CMN en matière de lutte contre la souffrance au travail ;
- Point 4 : questions diverses.

Séance du 29 juin 2012

- Point 1 : procès-verbal de la séance du 4 mai 2012 ;
- Point 2 : grille de suivi des travaux du CHSCT ministériel ;
- Point 3 : nouveau schéma directeur des systèmes d'information ;
- Point 4 : système d'information «ARP» et ses conséquences sur les conditions de travail des personnels ;
- Point 5 : rapport de l'enquête «Chorus» réalisée par l'IGAC- décembre 2011 ;
- Point 6 : politique du ministère sur le handicap : emploi et accessibilité ;
- Point 7 : projet de charte courriel ;
- Point 8 : mise à jour de la circulaire «ACMO»
- Point 9 : questions diverses : STAP de l'Hérault (déménagement)

Séance du 4 octobre 2012

- Point 1 : lancement des chantiers relatifs à la santé et la sécurité au travail et aux conditions de travail par la ministre de la culture et de la communication Aurélie Filippetti ;
- Point 2 : évolution de la prise en compte des risques psychosociaux au sein du ministère de la culture et de la communication ;
- Point 3 : Priorité ministérielle en matière de prévention des risques psychosociaux : exemple du musée Guimet.
- Point 4 : Procès-verbaux des séances du 4 mai et du 29 juin 2012 (pour avis) ;

- politique du ministère sur le handicap : emploi et accessibilité ;
- Point 5 : Politique ministérielle sur le handicap : emploi et accessibilité ;
- Point 6 : Projet de charte courriel (pour avis) ;
- bilan 2011 de l'inspection santé et sécurité au travail ;
- Point 7 : Bilan 2011 de l'inspection santé et sécurité au travail ;
- évolution de la prise en compte des risques psychosociaux au sein du ministère de la culture et de la communication ;
- Point 8 : questions diverses

Séance du 13 novembre 2012

- Point 1 : procès-verbal de la séance du 4 octobre 2012 ;
- Point 2 : grille de suivi des travaux du CHSCT ministériel ;
- Point 3 : mise en place des trois groupes de travail « conditions de travail », « santé, sécurité au travail », « fonctionnement-moyens des CHSCT » évoqués par la ministre le 4 octobre 2012 ;
- Point 4 : bilan national d'activité 2011 du service de médecine de prévention ; cartographie de la surveillance médicale au MCC.
- Point 5 : bilan des risques psychosociaux au MCC ;
- Point 6 : coordination de la médecine de prévention : moyens mis à disposition pour 2013 ;
- Point 7 : recensement des personnes en situation de handicap ;
- Point 8 : bilan des CHSCT pour l'année 2011 ;
- Point 9 : statistiques relatives aux accidents du travail et aux maladies professionnelles pour l'année 2011 ;
- Point 10 : étude de faisabilité d'un bureau ou service de la prévention des risques professionnels en administration centrale à vocation ministérielle ;
- Point 11 : CHSCT : moyens de fonctionnement pour 2013 ;
- Point 12 : questions diverses :
 - Situation au MUCEM de Paris : signalement d'un cas de souffrance au travail remonté au CHSCT musées (affectations provisoires des agents) ;
 - Absence d'un ISST à Versailles
 - Déploiement de Chorus DT à l'échelle ministérielle dans les SCN, DRAC et en administration centrale.

Séance du 18 janvier 2013

- Point 1 : procès-verbaux des séances du 4 octobre et 13 novembre 2012 ;
- Point 2 : grille de suivi des travaux du CHSCT ministériel ;
- Point 3 : bilan ministériel concernant l'amiante ;
- Point 4 : procédure de recrutement des personnels en situation de handicap ;
- Point 5 : bilans respectifs de la politique des ressources humaines ministérielle (statut, métier, carrière, emploi, rémunération, action sociale, prévention, formation, recrutement, concours, mobilité, encadrement supérieur, pension, dialogue social, expertise statutaire...), de l'architecture ministérielle de l'organisation, des outils, du rôle et responsabilité des différentes entités, de la charge de travail entre les différentes entités et des emplois dédiés ;
- Point 6 : éléments de bilan intermédiaire sur la mise en place de Chorus DT et de sa généralisation ;
- Point 7 : moyens de fonctionnement des CHSCT ;
- Point 8 : programme national de prévention des risques professionnels pour l'année 2013 ;
- Point 9 : agent de prévention, cartographie nationale et compte rendu de la rencontre de Bordeaux ;
- Point 10 : schéma directeur des systèmes d'information ;
- Point 11 : expertise sur ARP ;
- Point 12 : questions diverses.:
 - comité médical ministériel : fonctionnement du secrétariat en prévision du départ en retraite de l'agent en poste.
 - travaux interdits pour les jeunes travailleurs.

- Organisations syndicales habilitées à désigner les représentants au CHSCT de l'Académie de France à Rome
- Droits syndicaux et groupes de travail des CHSCT (ordre de mission, remboursement des frais)

Séance du 5 avril 2013

- Point 1 : procès-verbaux des séances du 4 octobre et 13 novembre 2012 ;
- Point 2 : grille de suivi des travaux du CHSCT ministériel ;
- Point 3 : état des lieux des politiques de prévention des risques professionnels, de protection de la santé et d'amélioration des conditions de travail, et du fonctionnement des instances qui y contribuent – rapport IGAC février 2013 ;
- Point 4 : évaluation des effets de la mise en œuvre de la révision des politiques publiques au ministère de la culture et de la communication – rapport IGAC, 1ère phase janvier 2013 ;
- Point 5 : bilans respectifs de la politique des ressources humaines ministérielle (statut, métier, carrière, emploi, rémunération, action sociale, prévention, formation, recrutement, concours, mobilité, encadrement supérieur, pension, dialogue social, expertise statutaire...), de l'architecture ministérielle de l'organisation, des outils, du rôle et responsabilité des différentes entités, de la charge de travail entre les différentes entités et des emplois dédiés ;
- Point 6 : priorités ministérielles en matière de prévention relatives aux comportements managériaux, stress, risques psycho sociaux et conditions de travail à l'atelier de la savonnerie du Mobilier national à Lodève ;
- Point 7 : priorité ministérielle en matière de prévention des risques psychosociaux : l'exemple du centre national d'art et de culture Georges Pompidou ;
- Point 8 : bilan ministériel relatif à l'amiante ;
- Point 9 : *éléments de bilan intermédiaire sur la mise en place de Chorus DT et de sa généralisation ; (reporté)*
- Point 10 : formations en matière d'hygiène, sécurité et conditions de travail au ministère de la culture et de la communication ;
- Point 11: recensement des tentatives de suicides et suicides au ministère de la culture et de la communication ;
- Point 12 : *agents de prévention, cartographie nationale et compte rendu de la rencontre de Bordeaux ;(reporté)*
- Point 13 : lettre de mission d'Aurélie Filippetti à Alain Seban en date du 6 février 2013 relative à la diffusion des collections des musées sur le territoire national : analyse des incidences sur les conditions de travail et évaluation des impacts de cette politique publique dans les domaines relevant des CHSCT.
- Point 14 : questions diverses

Séance du 18 juin 2013

- Point 1 : procès-verbaux des séances du 13 novembre 2012, 18 janvier et 5 avril 2013 ;
- Point 2 : grille de suivi des travaux du CHSCT ministériel ;
- Point 3 : éléments de bilan intermédiaire sur la mise en place de Chorus DT et de sa généralisation ;
- Point 4 : interactions CT / CHSCT ;
- Point 5 : CMN, situation un an après les mesures du CHSCTM du 4 mai 2012 (rapport de l'IGAC relatif au site de Saint Cloud, qualité managériale...)
- *Point 6 : lettre de mission d'Aurélie Filippetti à Alain Seban en date du 6 février 2013 relative à la diffusion des collections des musées sur le territoire national : analyse des incidences sur les conditions de travail et évaluation des impacts de cette politique publique dans les domaines relevant des CHSCT ;(reporté)*
- Point 7 : bilan de l'évolution de l'architecture de la fonction RH 2009-2013 (effectifs, outils, périmètre des missions) ;
- Point 8 : Bilan 2012 de l'inspection santé et sécurité au travail ;
- Point 9 : Politique immobilière ministérielle, SPSI ;
- Point 10 : Bilan ministériel relatif à l'amiante ;
- Point 11: questions diverses :
 - médecine de prévention en région Poitou-Charentes

Séance du 15 novembre 2013

- Point 1 : procès-verbaux des séances du 5 avril et 18 juin 2013 ;
- Point 2 : grille de suivi des travaux du CHSCT ministériel ;
- Point 3 : projets de formation relatifs à la prévention des risques psychosociaux (RPS) et à l'impact des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) sur les conditions de travail ;
- Point 4 : taux d'emploi des personnes en situation de handicap et bilan des titularisations ;
- Point 5 : bilan national d'activité 2012 du service de médecine de prévention et cartographie des médecins de prévention ;
- Point 6 : statistiques relatives aux accidents du travail et maladies professionnelles pour l'année 2012 ;
- Point 7 : Bilan de la situation générale de la santé, de la sécurité et des conditions de travail pour l'année 2012 ;
- Point 8 : emplois d'avenir : conditions de travail et santé ;
- Point 9 : cartographie des agents de prévention ;
- Point 10 : questions diverses :
 - ENSBA (travaux)

Séance du 10 décembre 2013

- Point 1 : grille de suivi des travaux du CHSCT ministériel ;
- Point 2 : bilan 2012 des recrutements RQTH ;
- Point 3 : bilan ministériel concernant l'amiante ;
- Point 4 : groupe de travail relatif à l'amiante auprès du CHSCT Archives ;
- Point 5 : bilan d'étape relatif à l'élaboration d'une procédure d'enquête en cas de tentative suicide ;
- Point 6 : présentation de l'enquête SUMER 2010 dans la fonction publique : objectif et méthodologie ;
- Point 7 : méthodologie de visite de délégation du CHSCT ;
- Point 8 : programme national de prévention des risques professionnels pour l'année 2014 ;
- Point 9 questions diverses

Séance du 29 janvier 2014

- Point 1 : grille de suivi des travaux du CHSCT ministériel ;
- Point 2 : Priorité ministérielle en matière de risques psychosociaux : l'exemple du musée Picasso ;
- Point 3 : management, restructurations (RGPP, REATE, MAP) et souffrance au travail : l'exemple de services déconcentrés ;
- Point n°4 : modification de la charte courriel ;
- Point 4 : Modification de la charte courriel
- Point 5 : mise en place du dispositif « carte agent » pour les connexions à Chorus et au SIRH/ONP ;
- Point 6 : projet de procédure d'alerte en cas de tentative de suicide ;
- Point 7 : projet de trame pour le bilan SST
- Point 8 : présentation de l'enquête SUMER 2010 dans la fonction publique : objectif et méthodologie ;
- *Point 9 : lettres de missions des directeurs d'établissements publics ; (reporté)*
- Point n°10 : projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 28 mars 2003 portant application au ministère de la culture et de la communication du décret n°2002-634 du 29 avril 2002 relatif à la création du compte épargne-temps dans la fonction publique de l'État ;
- Point 11 : questions diverses :
 - Musée du quai Branly (refus d'expertise agréée)

Séance du 2 avril 2014 reportée au 9 avril 2014

- Point 1 : procès-verbaux du 18 juin et du 15 novembre 2013 ;
- Point 2 : grille de suivi des travaux du CHSCT ministériel ;
- Point 3 : bilan 2013 de l'inspection santé et sécurité au travail ;
- Point 4 : propositions du ministère relatives à la pénibilité dans le cadre des négociations DGAFP ;
- Point 5 : protocole d'accord relatif à la prévention des risques psycho-sociaux dans la fonction publique ;
- Point 6 : projet de procédure d'alerte en cas de tentative de suicide ;
- Point 7 : priorité en matière de prévention des risques psycho-sociaux au ministère de la culture : suivi des préconisations de l'IGAC au CMN, suivi des délibérations du CHSCT ministériel et du CHSCT filière musée relatives au musée national Picasso et rôle de la tutelle en la matière ;
- Point 8 : cartographie des CHSCT dans le cadre de la politique de prévention du ministère ;
- Point 9 : politique immobilière du ministère de la culture, normes de surface et conditions de travail ;
- Point 10 : cartographie de la médecine de prévention ;
- Point 11 : questions diverses.
 - ENSBA
 - Académie de Rome

Séance du 24 juin 2014

- Point 1 : procès-verbaux du 18 juin et du 10 décembre 2013 ;
- Point 2 : grille de suivi des travaux du CHSCT ministériel ;
- Point 3 : accessibilité, mise en œuvre de l'Agenda d'accessibilité programmée (Ad'AP) ;
- Point 4 : projet de circulaire relative à la prévention du risque amiante ;
- Point 5 : mesure de l'impact sur les conditions de travail de l'application ARP (ARchéologie Préventive et programmée), présentation du rapport de l'IGAC ;
- Point 6 : *vue globale des projets en cours/à venir à la SDSI ; point reporté*
- Point 7 : projet « Indigo » nouveau référentiel des identités ; point reporté
- Point 8 : *projet « architel », révision de l'architecture de téléphonie ; point reporté*
- Point 9 : *projet « mobilité », déploiement d'outils de mobilité et de nomadisme ; point reporté*
- Point 10 : présentation de l'enquête relative au recensement des inaptitudes à tous postes ;
- Point 11 : mise en œuvre du décret du 7 novembre 2012 relatif à la comptabilité publique et conséquences sur les conditions de travail ;
- Point 12 : Rôle des CHSCT des entreprises utilisatrices dans le cadre d'intervention d'entreprises extérieures : l'exemple du Louvre ;
- Point 13 : normes de surfaces et conditions de travail dans le cadre de la politique immobilière ministérielle : proposition de l'administration- ISST ;
- Point 14 : questions diverses.

Séance du 10 juillet 2014

- Point 1 : procès-verbaux du 18 juin et du 10 décembre 2013 ;
- Point 2 : grille de suivi des travaux du CHSCT ministériel ;
- Point 3 : présentation des résultats relatifs au recensement des facteurs de pénibilité au ministère de la culture et de la communication ;
- Point 4 : normes de surfaces et conditions de travail dans le cadre de la politique immobilière ministérielle : proposition de l'administration-ISST ;
- Point 5 : rôle des CHSCT des entreprises utilisatrices dans le cadre d'intervention d'entreprises extérieures : l'exemple du Louvre ;
- Point 6 : vue globale des projets en cours/à venir à la SDSI ;
- Point 7 : projet « architel », révision de l'architecture de téléphonie ;
- Point 8 : mesure de l'impact sur les conditions de travail de l'application ARP (Archéologie Préventive et programmée), présentation du rapport de l'IGAC ;
- Point 9 : projet « mobilité » déploiement d'outils de mobilité et de nomadisme ;

- Point 10 : questions diverses :
-les difficultés récurrentes rencontrées par les membres de la CGT à Orsay vis-à-vis du président du CHSCT concerné.

Séance du 19 novembre 2014

- Point 1 : Procès-verbaux des séances du 10 décembre 2013, 29 janvier, 9 avril, 24 juin et 10 juillet 2014 ;
- Point 2 : Incidences sur les conditions de travail du projet de décret relatif aux agents habilités à rechercher et constater les infractions au sens des lois n° 81-766 du 10 août 1981 et n° 2011-590 du 26 mai 2011 ;
- Point 3 : Intervention de la Ministre de la culture et de la communication Fleur Pellerin ;
- Point 4 : Priorité ministérielle en matière de prévention des risques psychosociaux : l'exemple du musée d'Orsay ;
- Point 5 : Bilan Chorus DT en DRAC ;
- Point 6 : Grille de suivi des travaux du CHSCT ministériel ;
- Point 7 : Bilan national d'activité 2013 du service de médecine de prévention incluant le bilan de la prévention des risques psychosociaux au ministère ;
- Point 8 : Programme national de prévention des risques professionnels pour l'année 2015 ;
- Point 9 : Questions diverses :
 - DGP : hébergement et prise en charge des frais de mission des représentants du personnel par l'administration
 - DGP : droits d'accès dans les locaux des représentants du personnel lors des visites CHSCT
 - DGP : CHSCT désignation d'experts et limitation de leur nombre par l'administration

Séance du 17 mars 2015

- Point 1 : projet de règlement intérieur du CHSCTM ;
- Point 2 : désignation du secrétaire de CHSCT ;
- Point 3 : procès-verbaux du 24 juin et 10 juillet 2014 et 19 novembre ;
- Point 4 : grille de suivi des travaux du CHSCT ministériel ;
- Point 5 : présentation des évolutions des récapitulatifs mensuels de déplacements dans Chorus DT ;
- Point 6 : point d'information sur la réforme des logements de fonction : impact sur les conditions de travail ;
- Point 7 : présentation de la déclinaison de l'accord cadre RPS ;
- Point 8 : présentation du résultat de l'enquête 2014 relative aux suicides et tentatives de suicides au ministère ;
- Point 9 : bilan 2013 des recrutements RQTH ;
- Point 10 : statistiques relatives aux accidents du travail et maladies professionnelles pour l'année 2013 ;
- Point 11 : bilan de la situation générale de la santé, de la sécurité et des conditions de travail pour l'année 2013 ;
- point 12 : cartographie 2015 de la médecine de prévention ;
- point 13 : cartographie 2015 des agents de prévention ;
- Point 14 : questions diverses.

Séance du 14 avril 2015

- Point 1 : procès-verbal du 19 novembre 2014 ;
- Point 2 : grille de suivi des travaux du CHSCT ministériel ;
- Point 3 : présentation des évolutions des récapitulatifs mensuels de déplacements dans Chorus DT ;

- Point 4 : point d'information sur la réforme des logements de fonction : impact sur les conditions de travail ;
- Point 5 : projet ARP : suivi des délibérations du CHSCTM du 10 juillet 2014 ;
- Point 6 : prescriptions ministérielles relatives aux fouilles archéologiques sur les sites potentiellement pollués par les engins de guerre ;
- Point 7 : point d'étape de la mission de réflexion en vue de mettre en place une structure nationale HSCT ;
- Point 8 : fonctionnement des commissions de réforme ;
- Point 9 : bilan de la situation générale de la santé, de la sécurité et des conditions de travail pour l'année 2013 ;
- Point 10 : cartographie 2015 de la médecine de prévention ;
- Point 11 : cartographie 2015 des agents de prévention ;
- Point 12 : questions diverses.